

[Texte]

• 1100

A mon avis, cela pourrait éventuellement permettre de maintenir le dialogue et de définir un certain nombre d'orientations. À ce niveau-là, nous sommes tout à fait disposés à discuter avec la province. Mais, encore une fois, je pense que vous admettez qu'il serait plus ou moins gracieux de notre part d'intervenir directement. À mon avis, quand une chose ne règle rien, nous ne sommes pas justifiés de la faire.

**M. Gervais:** Monsieur le ministre, je suis un ancien politicien au niveau municipal, et j'ai entrepris plusieurs discussions, en tant que délégué du gouvernement municipal de ma région, avec l'ancien gouvernement de l'Ontario sur la question du bilinguisme. L'ancien gouvernement de l'Ontario avançait souvent l'argument que la population de plusieurs régions de la province de l'Ontario était entièrement ou presque entièrement anglophone. On nous disait aussi que dans ces régions-là, les anglophones n'étaient pas très favorables au bilinguisme. La province disait qu'elle allait concentrer ses efforts sur la prestation de services bilingues dans les régions où il y avait des francophones et qu'elle laisserait aux anglophones le temps de changer d'attitude. On nous disait aussi très souvent qu'on ne pouvait pas changer les attitudes par voie de législation. Le fait d'adopter des projets de loi déclarant la province bilingue ne changerait pas les attitudes, disait-on, et c'est l'attitude qui est importante.

Pouvez-vous élaborer sur ce changement d'attitude nécessaire pour que la majorité dans la province de l'Ontario soit favorable au bilinguisme? Quelles démarches devrait-on entreprendre?

**M. Bouchard:** Monsieur le député, vous soulevez la question fondamentale, tant pour l'Ontario que pour les autres provinces. Cette question se pose peut-être avec plus d'acuité actuellement en Ontario, j'en conviens, parce qu'il y a là la plus grande concentration de francophones hors Québec, etc. Ensuite, il y a une polarisation très marquée dans certaines régions de l'Ontario, alors que dans d'autres, c'est beaucoup moins évident, bien que cette réalité soit peut-être en train de changer.

Il y a deux pôles fondamentaux. Il y a d'abord celui de la persuasion. Le gouvernement investit des sommes considérables. Même dans les régions où il n'y a pas de concentration de francophones, il y a trop d'argent d'investi au niveau du gouvernement, il y a trop de ces circonstances devant lesquelles nous avons défini des choses. Le mot «bilinguisme» est devenu trop... J'ai le goût de vous tenir le même langage que je tenais quand j'étais aux Communications concernant la souveraineté culturelle: cela fait partie de l'essence même du pays.

Le bilinguisme n'est plus quelque chose qu'on définit selon qu'il y a ou non des francophones dans notre région, dans notre village ou dans notre ville. C'est une réalité nationale. Je m'excuse: ce n'est pas une réalité au Québec, dans certaines régions du pays; c'est une réalité nationale. Et le seul objectif qu'on doit avoir, c'est d'arriver à persuader les Canadiens que c'est une réalité qu'on retrouve partout. C'est une réalité que vous retrouvez en Europe, dans de multiples pays.

[Traduction]

In my estimation, this could leave the door open for dialogue and help us define our orientations. We are certainly open to discussion with the province. However, I am sure you would agree that it would be somewhat ungracious to intervene directly. I think that when a gesture serves no purpose, there is no justification for it.

**Mr. Gervais:** Mr. Minister, I used to be in municipal politics and in my capacity as a municipal representative, I was involved in talks on bilingualism with the former Ontario government on several occasions. The former government often argued that most Ontario regions were entirely or at least almost entirely English-speaking. They also argued that the anglophones were not very favourable to bilingualism. The province said it was going to devote its efforts to offering bilingual services in the areas where francophones lived and allow anglophones time to come around. The government also frequently argued that attitudes could not be changed by legislation. The fact that legislation made a province bilingual would not turn attitudes around and attitudes, they maintained, were crucial to the issue.

Could you elaborate on the change of attitude that has to come about in order for the majority in Ontario to support bilingualism? What steps have to be taken?

**Mr. Bouchard:** Sir, you are raising a fundamental issue, both for Ontario and for the other provinces. The problem is perhaps more acute in Ontario at the moment, because the largest concentration of francophones outside Quebec lives in that province. There has also been quite marked polarization in certain regions of Ontario whereas in other areas of the province it is much less noticeable, although that may be changing.

There are two basic approaches to this. First there is persuasion. The government invests significant amounts of money and even in the areas where there is no concentration of francophones, too much money is invested by the government. There are too many examples of how rigid we have become. The word "bilingualism" is too... I feel like using the same words I used when I was at Communications in reference to cultural sovereignty: we are talking about the very essence of this country.

Bilingualism is not something that exists because there are French-speaking people in our village, our town or our region. It is a national reality. Note that: it is not a reality in Quebec, or only in certain areas of the country; it is a national reality. And our sole objective should be to convince Canadians that it is a reality everywhere. In Europe and in many other countries, it is a reality.